

ECO BUSINESS

PME - TPE - STARTUP

22 Octobre 2024

www.lodj.ma



REALLY GREAT SITE

REALLY GREAT SITE

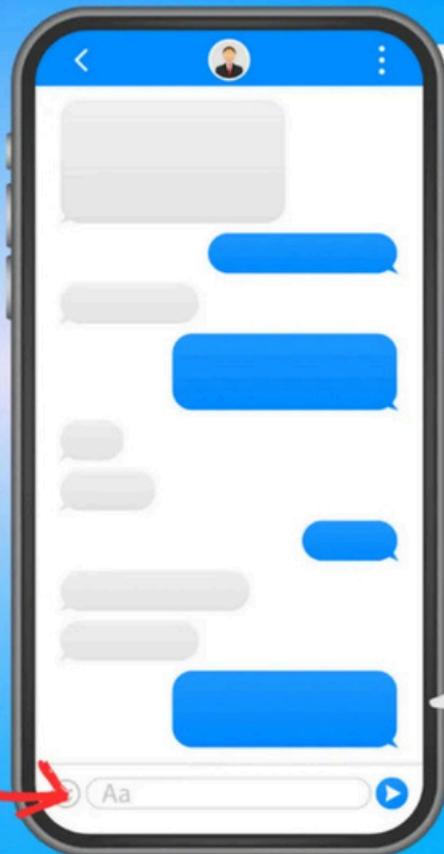
1 304 564 établissements économiques
1 130 021 établissements à but lucratif
147 062 établissements de services publics
1 022 souks hebdomadaires



LA CARTOGRAPHIE ÉCONOMIQUE DU MAROC DÉVOILÉE

LODJ .MA CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME



**LA CARTOGRAPHIE ÉCONOMIQUE
DU MAROC DÉVOILÉE**

**LES CONDITIONS D'HABITAT AU MAROC SELON LE
RGPH 2024 : UN PORTRAIT EN MUTATION**

**RGPH : UNE DÉCENNIE NOIRE POUR L'EMPLOI AU
MAROC**

**LE CAPITAL HUMAIN MAROCAIN : DES AVANCÉES
PROMETTEUSES MALGRÉ DES INÉGALITÉS
PERSISTANTES SELON RGPH**

**LES MÉNAGES MAROCAINS DE PLUS EN PLUS DIRIGÉS
PAR DES FEMMES**

**LA FÉCONDITÉ AU MAROC SOUS LE SEUIL CRITIQUE : UN
TOURNANT DÉMOGRAPHIQUE PRÉOCCUPANT**

**INNOVATION AU MAROC : UN DYNAMISME À DEUX
VITESSES FACE AUX DÉFIS STRUCTURELS**

**NIZAR BARAKA : LA VISION MAROCAINE POUR UN
DÉVELOPPEMENT DURABLE**

**BILLETS : LE GOUVERNEMENT PEUT-IL VRAIMENT FAIRE
PLUS DANS UNE CONJONCTURE AUSSI DÉFAVORABLE ?**

POÉSIE : RGPH, OÙ SONT NOS ENFANTS ?



Imprimerie Arrissala

ECO BUSINESS

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : ADNANE BENCHAKROUN - MAMOUNE ACHARKI - MOHAMED AIT BELLAHCEN

CHRONIQUEURS INVITÉS : AZIZA BENKIRANE - JAMAL BENADDOU IDRISSE - SOPHIA EL KHENSAE BENTAMY

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur : www.pressplus.ma



LE LIRE C'EST BIEN,
L'ÉCOUTER C'EST
ENCORE MIEUX !

LA CARTOGRAPHIE ÉCONOMIQUE DU MAROC DÉVOILÉE

Cartographie des Établissements Économiques : Une radiographie de l'activité non agricole au Maroc

Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2024 a permis de cartographier 1 304 564 établissements économiques actifs hors secteur agricole. Ces entités se divisent en trois catégories : les établissements à but lucratif (86,6 %), les établissements de services publics (11,3 %) et ceux à but non lucratif (2,1 %). Leur répartition spatiale reflète une forte concentration dans les régions économiques dynamiques telles que Casablanca-Settat (20,9 %) et Rabat-Salé-Kénitra (12,8 %). Cette cartographie offre une vue actualisée et précise de l'activité économique marocaine, essentielle pour une planification stratégique et une allocation ciblée des ressources.

Les établissements à but lucratif, pilier de l'économie

Avec 1 130 021 unités répertoriées, les établissements à but lucratif constituent l'épine dorsale de l'économie nationale, générant 3,6 millions d'emplois permanents. Près de 36 % de ces entités opèrent dans les services, suivis du commerce (29,8 %), de l'industrie (13,7 %) et de la construction (3,5 %). Cependant, les défis de la diversité et de l'inclusion persistent : seulement 10 % de ces structures sont dirigées par des femmes, employant 7,8 % de la main-d'œuvre totale. Cela souligne la nécessité d'encourager davantage la participation féminine dans les secteurs économiques clés.

Les établissements de services publics, garants de la cohésion sociale

La cartographie met également en évidence 147 062 établissements de services publics. Ces infrastructures, majoritairement situées en milieu rural (74,2 %), incluent des services éducatifs, administratifs et sanitaires. Leur distribution régionale montre une concentration significative dans des zones telles que Marrakech-Safi, mais également des lacunes dans certaines régions éloignées. Ces données offrent des pistes pour renforcer l'équité territoriale dans l'accès aux services publics.

Des établissements économiques diversifiés et répartis sur tout le territoire :

1 304 564 établissements économiques actifs hors secteur agricole.

1 130 021 unités répertoriées, les établissements à but lucratif

147 062 établissements de services publics

1 022 souks hebdomadaires en activité



Les souks hebdomadaires : un héritage économique à moderniser

Enfin, 1 022 souks hebdomadaires en activité ont été recensés, dont 71 % se trouvent en milieu rural. Ces marchés, indispensables à l'économie locale, souffrent encore d'un manque d'infrastructures : seulement 53,2 % disposent d'eau potable et 56 % d'électricité. La région de Marrakech-Safi se distingue avec 169 souks, illustrant leur rôle vital dans la dynamisation des économies régionales. Moderniser ces espaces pourrait catalyser le développement local tout en préservant leur rôle traditionnel.

L'ODJ
TV
LA WEB TV ECO & ECO

**LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE
POUR UN AVENIR DURABLE !**

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +500 ÉPISODES





Les conditions d'habitat au Maroc selon le RGP 2024 : un portrait en mutation

Les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2024 révèlent une transformation progressive des conditions d'habitat au Maroc, marquée par la modernisation et l'amélioration de l'accès aux services de base.

Une modernisation croissante des logements

En 2024, la majorité des ménages urbains (65,4 %) vivent dans des maisons marocaines modernes, suivies des appartements (24,4 %). L'habitat sommaire, quant à lui, a significativement diminué, passant de 5,2 % en 2014 à 3,3 %. Dans les zones rurales, les logements de type traditionnel ont également reculé, représentant désormais 53,3 %, contre 64,1 % dix ans auparavant. En parallèle, la part des maisons modernes rurales a progressé de 25,9 % à 37,6 %, illustrant une transition vers des standards de logement plus contemporains.

Une évolution dans la composition des ménages

Les logements deviennent également plus compacts. En milieu urbain, les ménages occupant des logements d'une ou deux pièces sont passés de 43,5 % en 2014 à 56,5 % en 2024. Ce phénomène s'explique en partie par l'urbanisation croissante et la réduction de la taille moyenne des ménages, qui atteint désormais 3,9 personnes, contre 4,6 en 2014. Une hausse de la propriété

Près de 69,4 % des ménages marocains sont propriétaires de leur logement, une proportion légèrement plus élevée en milieu rural (85,3 %) qu'en milieu urbain (61,5 %). Cette tendance témoigne d'une aspiration généralisée à la stabilité résidentielle, malgré les défis liés à l'accès à la propriété dans les zones urbaines en forte croissance.

Un parc de logements rajeuni

Le recensement met en évidence un rajeunissement du parc immobilier. À l'échelle nationale, les logements de moins de dix ans représentent 22 %, tandis que les habitations de plus de 50 ans diminuent, passant de 14,9 % en 2014 à 13,3 % en 2024. Cette évolution reflète les efforts en matière de construction et de rénovation.

Un accès accru aux services de base

La quasi-totalité des ménages (97,1 %) ont désormais accès à l'électricité, et 82,9 % sont raccordés à un réseau d'eau potable. Toutefois, des disparités persistent en milieu rural, où 23,6 % des ménages continuent d'utiliser d'autres sources équipées, comme les puits ou les fontaines. De plus, seuls 65,4 % des ménages ruraux disposent d'un raccordement au réseau d'égouts, contre 93,8 % en milieu urbain.

Ces données montrent un Maroc en pleine transformation, mais où les disparités entre milieu urbain et rural demeurent un défi à surmonter pour garantir un développement inclusif.



WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

R212
LDJ

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!



RGPH : une décennie noire pour l'emploi au Maroc

Le Maroc traverse une décennie sombre en matière d'emploi, marquée par une montée alarmante du chômage, des inégalités grandissantes entre zones urbaines et rurales, ainsi que des disparités de genre préoccupantes. L'analyse des données du Haut-Commissariat au Plan (HCP) révèle une détérioration continue qui met en lumière les fragilités structurelles de l'économie nationale et l'inefficacité des politiques publiques en matière d'emploi.

Le taux de chômage a bondi de 16,2 % en 2014 à 21,3 % en 2024. Si ce constat témoigne de l'absence d'une dynamique économique suffisante, il reflète également des fractures géographiques et sociales. Les régions rurales, historiquement dominées par l'agriculture, voient leur taux de chômage exploser, atteignant 21,4 % en 2024 contre 10,5 % une décennie plus tôt. Cette situation souligne l'incapacité à diversifier les activités économiques dans ces zones.

En milieu urbain, malgré une légère augmentation du chômage (de 19,3 % à 21,2 %), la pression reste palpable. Les villes peinent à absorber l'afflux massif de main-d'œuvre, créant une tension sur le marché du travail et exacerbant les inégalités socio-économiques.

Une baisse généralisée du taux d'activité

En parallèle, le taux d'activité des Marocains a reculé de manière drastique. En 2024, seulement 41,6 % de la population en âge de travailler participe au marché de l'emploi, contre 47,6 % en 2014. Cette chute est encore plus prononcée chez les femmes, dont le taux d'activité est passé de 20,4 % à un modeste 16,8 %. Cette réalité traduit des obstacles systémiques tels que l'accès limité à l'éducation et à la formation, ainsi que des normes sociales qui freinent leur insertion dans l'économie.

Pour les hommes, la baisse est également significative, passant de 75,5 % à 67,1 %. Ce phénomène reflète une perte de confiance dans le marché du travail, où les opportunités se raréfient, notamment pour les jeunes.

Des disparités régionales criantes

Certaines régions illustrent mieux que d'autres cette crise de l'emploi. Guelmim-Oued Noun, avec un taux de chômage atteignant 31,5 %, incarne les défis liés à l'isolement géographique et au manque d'infrastructures. L'Oriental (30,4 %) et Béni Mellal-Khénifra (26,8 %) sont également frappés par une pénurie d'opportunités économiques.

À l'opposé, des régions comme Dakhla-Oued Ed-Dahab se démarquent avec un taux de chômage de seulement 10,6 %, grâce à des investissements stratégiques dans le tourisme et la pêche. Casablanca-Settat, en dépit d'un taux de 18,8 %, bénéficie de son dynamisme industriel pour limiter les dégâts. Ces contrastes régionaux soulignent l'urgence d'une approche différenciée pour répondre aux besoins spécifiques de chaque région.

Une jeunesse sacrifiée, des défis immenses

La montée du chômage chez les jeunes et les diplômés alimente un sentiment croissant de désillusion. Nombreux sont ceux qui, confrontés à un marché du travail saturé, choisissent l'émigration comme unique voie d'avenir. Cette fuite des talents constitue une perte inestimable pour le pays, sapant ses perspectives de développement.

Quelles solutions pour inverser la tendance ?

Face à ces défis, le Maroc doit repenser sa stratégie en matière d'emploi. Une politique ambitieuse et inclusive pourrait inclure :

Des investissements ciblés dans les régions les plus touchées pour diversifier les activités économiques.

Un soutien accru à l'entrepreneuriat, en particulier chez les jeunes et les femmes. Une réforme du système éducatif pour aligner la formation avec les besoins du marché du travail. Une amélioration de l'environnement des affaires, afin d'attirer davantage d'investissements étrangers.

Ces initiatives pourraient non seulement réduire le chômage, mais également créer les bases d'une économie plus résiliente et équitable.

Le capital humain marocain : des avancées prometteuses malgré des inégalités persistantes selon RGPH

Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2024 met en lumière des progrès significatifs dans le développement du capital humain au Maroc, tout en soulignant des défis structurels importants. La durée moyenne de scolarisation a connu une augmentation notable, passant de 4,4 ans en 2014 à 6,3 ans en 2024. Cette amélioration est particulièrement marquée en milieu urbain, avec une moyenne de 7,9 ans, contre seulement 3,2 ans en milieu rural. Les écarts de genre restent également significatifs : 7,3 ans pour les hommes contre 5,2 ans pour les femmes.

Le taux de scolarisation des enfants de 6 à 11 ans dépasse désormais 96,1 %, avec une avancée remarquable pour les filles rurales, où ce chiffre atteint 95,1 %. Dans la tranche d'âge de 12 à 14 ans, les écarts de genre se réduisent progressivement. Toutefois, le taux d'analphabétisme, bien qu'en recul (24,8 % en 2024 contre 32,2 % en 2014), demeure élevé, particulièrement en milieu rural où il s'établit à 38 %, contre 17,3 % en milieu urbain.

Par ailleurs, 39,1 % des Marocains âgés de 25 ans et plus possèdent un niveau d'études secondaire collégial ou supérieur, en hausse par rapport aux 30,2 % relevés en 2014. Cette proportion varie fortement selon les régions : des pôles comme Casablanca-Settat et Rabat-Salé-Kénitra affichent des taux supérieurs à 45 %, tandis que des régions comme Béni Mellal-Khénifra restent en deçà de la moyenne nationale, à 31,6 %.

Dans le domaine de l'inclusion numérique, des avancées notables sont à signaler. Près de 59,6 % des Marocains de 15 ans et plus utilisent Internet, un chiffre qui grimpe à 76,9 % pour les jeunes âgés de 15 à 34 ans. Cependant, des disparités persistent : l'utilisation d'Internet est nettement plus élevée en milieu urbain (70,2 %) qu'en milieu rural (40,4 %).

Malgré ces progrès, des freins subsistent. Le taux d'activité de la population de 15 ans et plus a chuté de 47,6 % en 2014 à 41,6 % en 2024, tandis que le taux de chômage a bondi de 16,2 % à 21,3 %, touchant particulièrement les femmes (29,6 % contre 12,4 % pour les hommes).

En conclusion, le Maroc a renforcé son capital humain au cours de la dernière décennie, mais la réduction des inégalités régionales, de genre et socio-économiques demeure cruciale pour un développement réellement inclusif et durable.



Bon à savoir :

Près de neuf personnes sur dix (91,9%) utilise Darija marocain

- Le quart utilise les différentes expressions linguistiques de l'Amazigh (24,8%) avec une proportion plus élevée en milieu rural (33,3%) qu'en milieu urbain (19,9%)
- Hassania est utilisée par 0,8% de la population avec des taux relativement élevés dans les provinces du Sud

Langues lues et écrites par la population alphabétisée :

La quasi-totalité de la population alphabète de 10 ans et plus sait lire et écrire la langue arabe (99,2%)

L'aptitude à lire et à écrire le français (57,7%) et l'anglais (20,5%) présente des écarts notables entre le milieu urbain et rural

Légère baisse du taux de prévalence du handicap passant de 5,1% en 2014 à 4,8% en 2024 avec une incidence plus élevée chez les séniors

Près de sept personnes sur dix disposent d'une couverture médicale

La couverture médicale concerne 69,8% de la population, avec des disparités régionales.

Les personnes de niveau d'études supérieur sont plus équipées en moyens numériques

- La possession de téléphone personnel est de 84,4% à l'échelle nationale
- La possession d'ordinateur ou de tablette concerne 8,8%
- 59,6% de la population 15 ans et plus utilise l'Internet

Utilisation de l'internet plus importante chez les jeunes et en milieu urbain

- 59,6% des 15 ans et plus utilisent l'internet
- 70,2% en milieu urbain contre 40,4% en milieu rural
- 76,9% parmi les jeunes de 15-34 ans

Le Conseil de la Concurrence a reçu la notification d'un projet de concentration économique impliquant la société Cooper Pharma SA et Sanofi Aventis Maroc

La notification du projet de concentration économique concerne l'acquisition du contrôle exclusif par la société «Cooper Pharma SA» de la fabrication et de la commercialisation des produits pharmaceutiques suivants détenus par la société «Sanofi Aventis Maroc» : Relaxol, Coltramyl, Thiobactin et Paroxetine win, au Maroc, en Tunisie et dans certains pays d'Afrique subsaharienne.

Pour rappel, Cooper Pharma SA est une société anonyme de droit marocain, active dans la recherche et le développement, la production et la commercialisation de produits de santé.

Pour sa part, Sanofi Aventis Maroc SA , filiale du groupe « Sanofi » est une société anonyme de droit marocain qui opère dans la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de solutions de santé





Les ménages marocains de plus en plus dirigés par des femmes

Le Maroc face à un changement de paradigme

Le 17 décembre 2024, le Haut-commissariat au plan (HCP) a publié les résultats détaillés du recensement 2024, révélant une tendance marquante : un nombre croissant de ménages marocains est désormais dirigé par des femmes.

Cette évolution, qui témoigne d'un changement social profond, soulève des enjeux politiques, économiques et sociétaux importants. Alors que la société marocaine évolue, la question de l'égalité des sexes et du rôle des femmes dans la sphère familiale et professionnelle devient de plus en plus cruciale.

L'augmentation du nombre de ménages dirigés par des femmes peut être interprétée comme un signe positif d'émancipation. Selon le HCP, près de 30 % des ménages sont désormais à la tête desquels se trouvent des femmes. Cela reflète non seulement une évolution des mentalités, mais aussi des changements dans la dynamique familiale. En effet, de plus en plus de femmes prennent des décisions financières et éducatives, influençant ainsi l'avenir de leurs enfants et de leur communauté.

Les femmes, en accédant à des rôles de leadership au sein des ménages, contribuent à l'économie locale et nationale. Des études montrent que les femmes investissent souvent davantage dans l'éducation et la santé de leurs enfants, ce qui pourrait entraîner une amélioration des indicateurs de développement humain à long terme.

Cependant, cette évolution n'est pas sans défis. La culture patriarcale profondément ancrée au Maroc continue d'influencer les perceptions et les attentes vis-à-vis des rôles de genre. Les femmes qui dirigent des ménages font souvent face à des obstacles, notamment en matière d'accès à l'emploi et de reconnaissance de leur autorité au sein de la famille. Cette dualité entre progrès et résistance culturelle est un enjeu central à surveiller.

Cette situation n'est pas unique au Maroc. Dans plusieurs pays en développement, notamment en Afrique et en Asie, on observe une tendance similaire. Par exemple, en Tunisie, les femmes représentent près de 25 % des foyers, un chiffre en constante augmentation. À l'échelle internationale, des études menées par l'ONU montrent que l'autonomisation des femmes dans les ménages a des répercussions positives sur le développement économique et social des nations.

Pour mieux comprendre cette dynamique, il est essentiel de définir quelques termes. L'autonomisation des femmes fait référence au processus par lequel les femmes acquièrent les moyens de prendre des décisions concernant leur vie et leur environnement. Cela inclut l'accès à l'éducation, à l'emploi et à des ressources financières. De plus, le concept de « leadership féminin » évoque la capacité des femmes à occuper des postes de décision, que ce soit dans la sphère familiale ou professionnelle.

En somme, la montée en puissance des femmes à la tête des ménages marocains est un développement prometteur qui pourrait transformer la société marocaine. Toutefois, des défis subsistent, notamment en matière de culture et de politiques publiques. À court terme, il sera crucial de soutenir les initiatives qui favorisent l'éducation et l'autonomisation des femmes. À long terme, cette tendance pourrait contribuer à une société plus équitable, mais elle nécessitera une transformation des mentalités et des structures sociales. Les incertitudes demeurent, mais l'évolution actuelle pourrait bien être le prélude à un changement significatif dans les relations de genre au Maroc.

L'OPINION DES JEUNES



**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



@lodjmaroc



LA FÉCONDITÉ AU MAROC SOUS LE SEUIL CRITIQUE : UN TOURNANT DÉMOGRAPHIQUE PRÉOCCUPANT

L'annonce est désormais officielle : l'Indice synthétique de fécondité (ISF) au Maroc est passé sous la barre des 2 enfants par femme. En 2004, il atteignait 2,5 enfants, puis 2,2 en 2014, pour finalement chuter à 1,97 en 2024, selon les dernières données révélées par Chakib Benmoussa, Haut-Commissaire au Plan. Cette évolution place désormais le pays sous le seuil de remplacement des générations, fixé à 2,1 enfants par femme.

Ce recul, à première vue statistique, revêt des implications démographiques et économiques majeures. Le seuil de 2,1 est en effet le minimum requis pour qu'une population se renouvelle sans décroître. Or, avec un taux de fécondité de 1,97, le Maroc rejoint la liste des pays confrontés à un risque de vieillissement accéléré de leur population. Une tendance qui pourrait, à terme, peser lourdement sur le système social, les retraites et l'économie nationale, déjà confrontée à des défis structurels.

Pourquoi ce déclin ?

Plusieurs facteurs expliquent cette baisse constante de la fécondité. D'une part, l'évolution du statut de la femme joue un rôle déterminant. L'amélioration de l'accès à l'éducation et au marché de l'emploi a favorisé le recul de l'âge du mariage et des naissances. D'autre part, les pressions économiques croissantes rendent la charge d'une famille nombreuse de moins en moins soutenable pour les ménages marocains. Enfin, les changements socioculturels et urbains encouragent des choix de vie plus individualistes et centrés sur des familles restreintes.

L'urgence d'un débat national

Pour moi, ce constat est sans appel : le Maroc doit se saisir de la question. « Le taux de fécondité étant inférieur au seuil de remplacement, il est temps pour le gouvernement de lancer un vrai débat sur le sujet ». Une réflexion nationale s'impose pour anticiper les conséquences de cette transition démographique et y répondre de manière proactive.

Cette problématique touche à la fois la politique familiale, le soutien aux jeunes ménages, mais aussi l'équilibre intergénérationnel nécessaire pour assurer la pérennité du pays. D'autres pays, notamment européens, ont déjà expérimenté des politiques natalistes pour inverser la tendance, avec des résultats contrastés.

Le Maroc se trouve donc à la croisée des chemins. Le débat ne peut plus être reporté, car les décisions d'aujourd'hui détermineront la population de demain.



"La fécondité marocaine tombe sous le seuil critique de remplacement des générations"

"Éducation, coût de la vie et changements socioculturels : pourquoi les Marocains font moins d'enfants"

"Vieillissement et décroissance : le gouvernement appelé à agir face à l'urgence démographique"



ISMAIL AMARTI DG TATA MOTORS

Global International Motors, importateur et distributeur de la marque Tata au Maroc, a annoncé la nomination d’Ismail Amarti au poste de directeur général de Tata Motors.

Depuis plus de 13 ans dans le secteur automobile, Ismail Amarti apporte une expertise reconnue dans le développement stratégique et la gestion de marques internationales.

Après avoir travaillé chez Tata Motors et Hyundai, Amarti a joué un rôle stratégique en tant que directeur de marque pour Tata, en renforçant la compétitivité et la présence de la marque sur le marché marocain.

Avec cette nouvelle nomination, Amarti devra accélérer le développement commercial de Tata au Maroc, de poursuivre l’expansion du réseau de distribution, et de renforcer l’offre produit pour répondre aux besoins spécifiques des professionnels marocains.

INNOVATION AU MAROC : UN DYNAMISME À DEUX VITESSES FACE AUX DÉFIS STRUCTURELS



En 2024, le pays a enregistré une hausse impressionnante de 42 % des dépôts de brevets, un chiffre qui illustre l'efficacité des politiques publiques dans ce domaine. Classé 1er pour les designs industriels, 11e pour les actifs immatériels et 30e pour les marques selon le Global Innovation Index 2024, le royaume semble récolter les fruits d'une stratégie bien orchestrée en faveur de la propriété intellectuelle. Ces succès renforcent non seulement la compétitivité des produits estampillés « Made in Morocco », mais positionnent également le pays comme un modèle en Afrique du Nord.

Pourtant, derrière ces chiffres flatteurs, un constat alarmant subsiste : les startups marocaines continuent de naviguer dans un environnement économique et réglementaire peu favorable, freiné par des contraintes structurelles.

Malgré leur potentiel, les startups marocaines restent plombées par un cadre juridique et fiscal rigide. Contrairement à d'autres pays africains, le Maroc n'a pas encore instauré de statut spécifique pour ces jeunes entreprises innovantes, les soumettant aux mêmes exigences que les PME traditionnelles. Le poids de l'impôt sur les sociétés (20 %) et de la TVA constitue un frein important à leur croissance rapide. Par ailleurs, le processus de dépôt de brevets, bien que crucial, demeure coûteux et complexe, décourageant bon nombre d'entrepreneurs qui peinent déjà à mobiliser des ressources financières suffisantes.

Le tableau s'assombrit davantage avec les restrictions sur les technologies émergentes telles que les cryptomonnaies ou les plateformes de paiement internationales comme PayPal. Ces obstacles, couplés à des démarches administratives longues et fastidieuses, nuisent à l'agilité et à l'attractivité de l'écosystème entrepreneurial marocain.

La comparaison avec d'autres pays africains, notamment le Kenya, l'Égypte et le Nigéria, est révélatrice. Ces économies attirent une part bien plus importante des financements dédiés aux startups sur le continent. Alors que le Maroc ne capte que 0,5 % des investissements africains, ses concurrents multiplient les initiatives pour attirer des capitaux étrangers. Cette situation soulève une question cruciale : le Maroc peut-il prétendre devenir un hub d'innovation sans une réforme profonde de son cadre économique ?

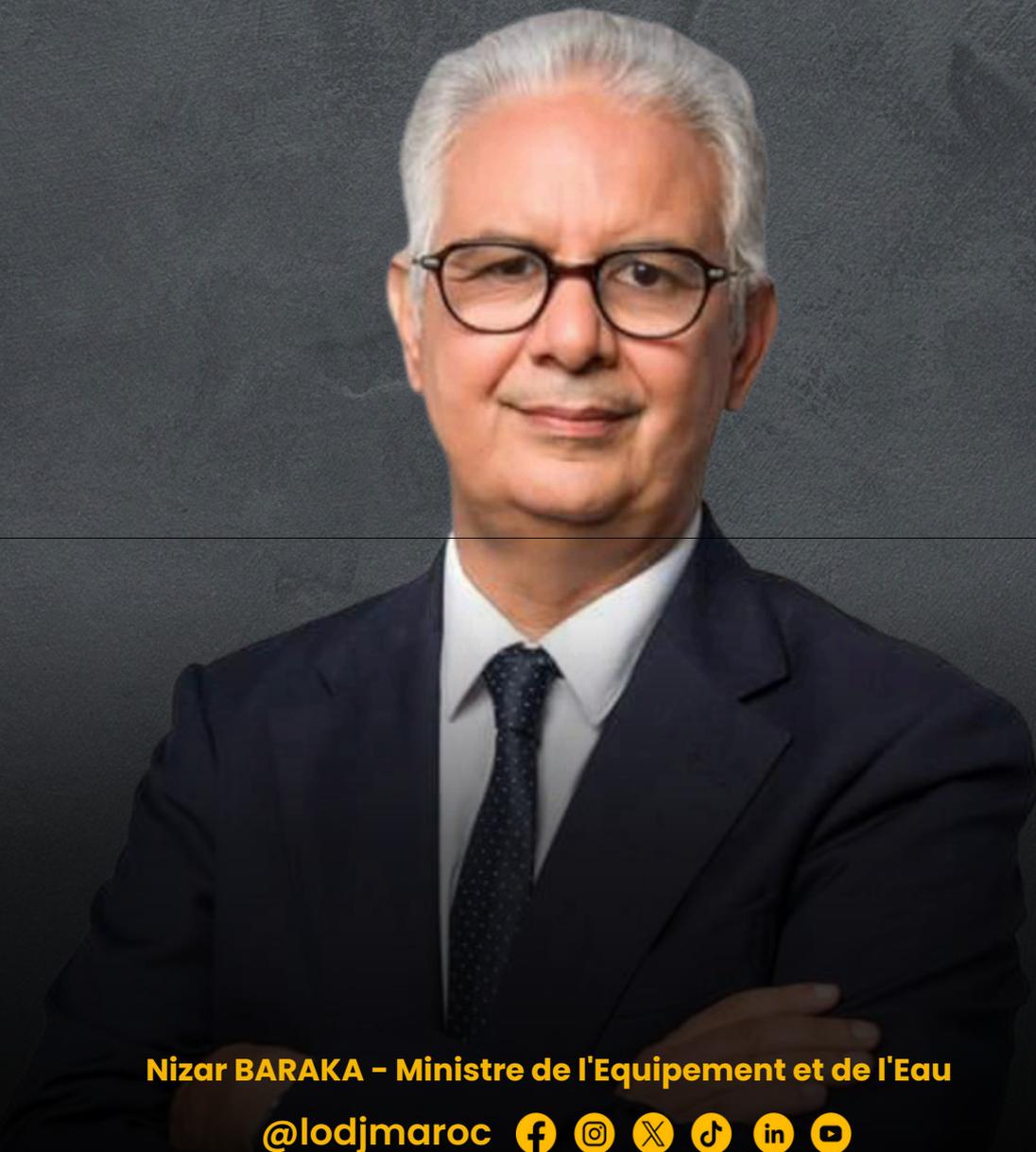
Des réformes en perspective, mais suffisantes ?

Conscient des défis, l'État marocain s'apprête à déployer une série de réformes pour moderniser son écosystème d'innovation. Parmi les mesures phares prévues pour 2025 figurent la digitalisation des services administratifs, des incitations fiscales comme des exonérations pour les premières années d'activité, et des campagnes de sensibilisation à la propriété intellectuelle.

Cependant, ces efforts suffiront-ils à inverser la tendance ? Si ces initiatives marquent un pas dans la bonne direction, elles ne peuvent à elles seules combler le retard accumulé face aux leaders africains. La réforme doit être globale, incluant des mécanismes de financement plus robustes et un cadre réglementaire pensé pour les besoins spécifiques des startups.

Le Maroc a les atouts nécessaires pour s'imposer comme un acteur clé de l'innovation en Afrique. Toutefois, pour y parvenir, le pays doit lever les obstacles qui freinent ses jeunes pousses. La question reste ouverte : le Maroc saura-t-il transformer son ambition en une réalité tangible et durable ?

Lors des Atlantic Dialogues organisés par le Policy Center for the New South, Nizar Baraka, ministre marocain de l'Équipement et de l'Eau, a présenté une vision stratégique articulée autour de trois piliers fondamentaux : le réalisme économique, la souveraineté renforcée et l'innovation durable. Cette intervention illustre une ambition claire du Maroc : jouer un rôle central dans un monde multipolaire tout en répondant aux défis économiques, sociaux et environnementaux de notre époque



Nizar BARAKA - Ministre de l'Équipement et de l'Eau

LA VISION MAROCAINE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Vers un modèle marocain de financement durable

Lors des Atlantic Dialogues organisés par le Policy Center for the New South, Nizar Baraka, ministre marocain de l'Équipement et de l'Eau, a présenté une vision stratégique articulée autour de trois piliers fondamentaux : le réalisme économique, la souveraineté renforcée et l'innovation durable. Cette intervention illustre une ambition claire du Maroc : jouer un rôle central dans un monde multipolaire tout en répondant aux défis économiques, sociaux et environnementaux de notre époque.

L'infrastructure au cœur de la souveraineté économique

Le ministre a mis en avant le rôle crucial des infrastructures dans la résilience économique du Royaume. Routes, ports, barrages et réseaux hydrauliques ne sont pas seulement des outils techniques : ils forment les fondations d'une souveraineté économique capable d'attirer les investissements étrangers et de garantir les besoins fondamentaux de la population. Baraka a souligné que les méthodes de financement traditionnelles ne suffisent plus ; le Maroc s'engage à innover en combinant des ressources publiques avec des partenariats privés et des mécanismes financiers novateurs.

La sécurité hydrique : un enjeu stratégique du 21^e siècle

Au cœur de cette vision se trouve la question de l'eau, un défi majeur pour le Maroc et la région. Fidèle aux orientations royales, le Royaume a fait de la sécurité hydrique une priorité nationale. La construction de barrages, le recours à la désalinisation et la modernisation des réseaux d'irrigation sont autant de solutions adoptées pour relever ce défi. Baraka a rappelé que cette problématique dépasse les frontières nationales et appelle à une coopération Sud-Sud renforcée, appuyée par des financements climatiques innovants.

Un modèle de financement durable et inclusif

Dans un contexte mondial marqué par des crises économiques successives, le Maroc prône une diversification des sources de financement. En mobilisant les capitaux privés, les fonds climatiques et de nouveaux instruments financiers, le Royaume vise à éviter l'endettement excessif tout en répondant aux besoins croissants en infrastructures modernes et durables. Cette approche reflète un pragmatisme qui anticipe les bouleversements à venir et témoigne de la capacité marocaine à adapter ses politiques économiques aux réalités du terrain.

Le Maroc, acteur clé dans un monde multipolaire

Baraka a également mis en lumière la position stratégique du Maroc en tant que plateforme d'échange et d'innovation dans l'Atlantique et en Afrique. En promouvant un dialogue inclusif, le Royaume se positionne comme un leader dans la coopération interrégionale, contribuant activement à l'élaboration de solutions stratégiques et financières adaptées aux pays du Sud.

Une vision portée par le leadership Royal

En conclusion, cette intervention a réaffirmé le rôle du Maroc en tant que modèle de stabilité et de modernisation dans un monde en mutation. Le Royaume, sous le leadership éclairé de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, montre qu'il est possible de concilier croissance économique, durabilité environnementale et justice sociale. Les politiques publiques ambitieuses du Maroc, combinées à des partenariats stratégiques, tracent la voie d'un avenir où les nations du Sud deviennent actrices de leur propre développement.

La ville de Marrakech a été désignée par "Euromonitor International" comme l'une des destinations touristiques les plus prisées en 2024, confirmant son statut de joyau régional et mondial.

Ce classement repose sur des millions d'évaluations d'utilisateurs, des avis de voyageurs du monde entier et des analyses rigoureuses menées sur une période de 12 mois.

Marrakech s'est distinguée en occupant la septième position dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et la 92ème place à l'échelle mondiale dans l'indice des "Meilleures destinations touristiques 2024".

Cette reconnaissance illustre non seulement la richesse culturelle et patrimoniale de la ville ocre, mais aussi son dynamisme en matière d'accueil touristique et d'expériences inoubliables offertes aux visiteurs.





“ Le gouvernement peut-il vraiment faire plus dans une conjoncture aussi défavorable ? ”

Une conjoncture qui bride les ambitions ou l'impossible équation : faire plus avec moins

Le gouvernement peut-il vraiment faire plus dans une conjoncture aussi défavorable ?

Dans une allocution récente à Casablanca, le chef du gouvernement marocain, Aziz Akhannouch, a mis en avant les efforts déployés par son équipe pour répondre aux attentes des citoyens, malgré une conjoncture économique et sociale particulièrement tendue. Les mesures annoncées, bien que substantielles, suscitent des interrogations quant à leur portée réelle et leur durabilité face à des défis d'une ampleur inédite.

Parmi les initiatives phares énumérées, figurent une augmentation de 45 milliards de dirhams des salaires des fonctionnaires, une hausse de 20 % pour les salariés du privé, la défiscalisation des pensions de retraite, et un relèvement du seuil des revenus exonérés de l'impôt sur le revenu (IR) à 6 000 dirhams. En parallèle, les collectivités territoriales bénéficieront d'une hausse de la TVA transférée, passant de 30 % à 32 %. Ces mesures visent à renforcer le pouvoir d'achat dans un contexte de crises multiples : inflation mondiale, sécheresse persistante, guerre en Ukraine, séisme et inondations.

Cependant, peut-on réellement considérer ces avancées comme suffisantes ? Si elles témoignent d'une volonté politique indéniable, leur impact global risque d'être limité par la conjoncture économique difficile. La question centrale demeure : ces réformes sont-elles des solutions pérennes ou de simples réponses temporaires à des pressions immédiates ?

Le gouvernement insiste sur le caractère exceptionnel des défis actuels. Pourtant, certains observateurs estiment que ces crises, bien qu'intenses, mettent en lumière les fragilités structurelles de l'économie marocaine. Les ménages continuent de faire face à une inflation galopante, notamment sur les produits de première nécessité, tandis que les efforts pour dynamiser les secteurs productifs semblent insuffisants.

En outre, les transferts sociaux et les exonérations fiscales, bien qu'appréciables, posent la question de leur financement à moyen terme. Si la mobilisation des ressources reste limitée, les collectivités territoriales pourraient rapidement ressentir les effets d'un transfert de TVA qui ne compense pas pleinement leurs besoins croissants en infrastructures et services.

Le chef du gouvernement affirme que ces actions traduisent concrètement la vision royale d'un État social.

Mais, dans quelle mesure ces efforts sont-ils à la hauteur des attentes des citoyens ? La mise en place d'un véritable État social nécessite des réformes structurelles profondes, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la justice sociale.

De plus, la communication gouvernementale, bien que rassurante, soulève des doutes sur la capacité à maintenir le cap. L'accumulation des crises pourrait-elle entraîner une révision à la baisse des ambitions affichées ? Cette question demeure cruciale, d'autant que les effets des mesures actuelles risquent de s'estomper sans une relance économique vigoureuse et inclusive.

Si l'action du gouvernement mérite d'être saluée pour son pragmatisme face à l'urgence, elle doit également être interrogée sur sa capacité à transformer durablement le quotidien des citoyens. La voie vers un État social ne se limite pas à des gestes symboliques, aussi importants soient-ils, mais repose sur une vision à long terme et des actions cohérentes.



Débat -Podcasts de la Web Radio R212

Débat : La vision marocaine pour un développement durable

Débat : Le syndrome de fatigue chronique

Débat : l'intelligence artificielle et notamment ChatGPT

Débat sur l'impact des coûts de transport maritime sur l'inflation au Maroc

Débat sur le rapport annuel 2023-2024 da Cour des Comptes du royaume

Débat sur le Stoïcien un jour...stoïcien pour toujours !

Débat sur le livre L' autocritique de Allal El Fassi.mp3

Débat sur le rapport annuel 2024 de la Banque mondiale

Débat : Violence contre les femmes au Maroc – Déconstruire les croyances limitantes

Débat : Syrie : de Lawrence d'Arabie à Mohmedd al-Joulani, la "perfidie d'Albion

Débat : Le destin incertain de la nouvelle Syrie



RGPH, Où sont nos enfants ?

Le berceau se tait,
L'enfant s'en est allé,
La terre sans voix pleure,
Un peuple sans lueur.

Dans les foyers éteints s'efface le berceau,
Les rires d'autrefois s'envolent en lambeaux.

Le vent de la raison souffle sur les ménages,
Économe d'amour, il défie les lignages.

Les murs sans murmure contemplent
l'abandon,
Des nuits sans nourrisson, sans berceuse au
balcon.

Où sont les temps bénis des enfants
innombrables,
Ombres qui remplissaient des maisons
mémorables ?

Le verbe « enfanter » se fait murmure lointain,
Sous l'ombre des calculs, il périt au matin.

Les songes effacés sous le poids des
dépenses,
Chiffrent la progéniture en dettes et
absences.

Déjà point l'avenir d'un peuple déserté,
Sans âme qui succède à son éternité.

Les berceaux sont vides et les jouets sans
maître,
L'espoir s'amenuise, incapable de naître.

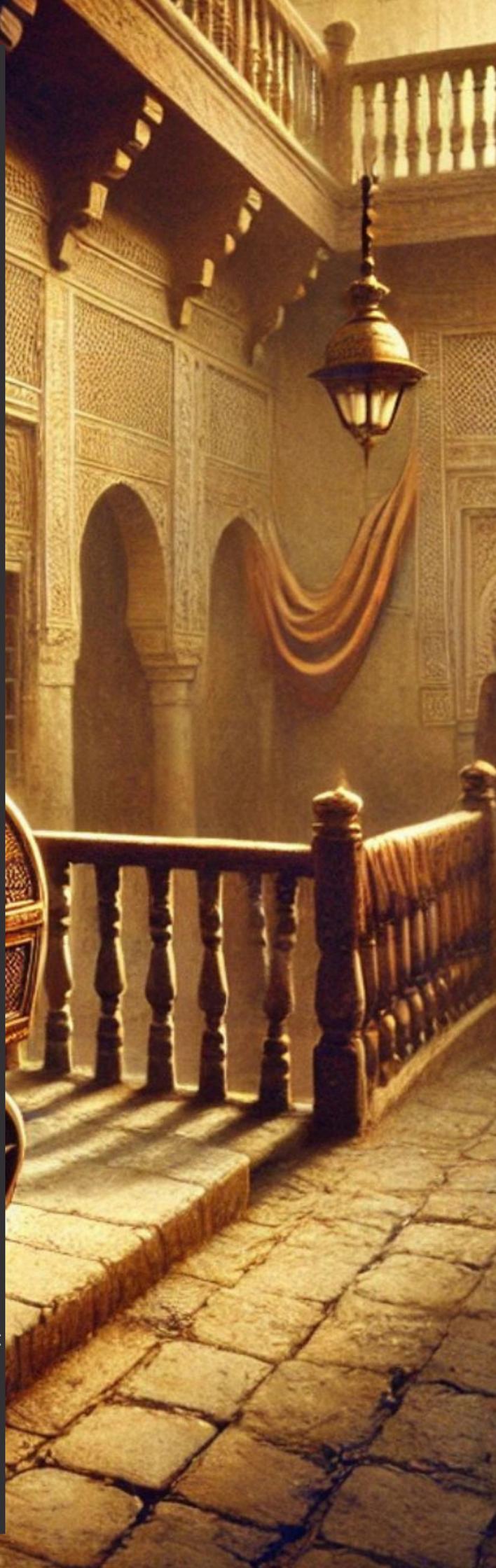
Ô mères d'autrefois aux bras chargés
d'enfants,
Vos noms s'effacent tels des souvenirs
d'antan.

Les pères désormais comptent plus que
n'élèvent,
Le monde les enjoint d'épargner, qu'ils
s'achèvent.

Et le cri des bébés qui jadis enchantait,
Est silence, funeste, dans un monde effaré.

Peuple aux mille couleurs, où ton rire s'endort
?
Quand la vie est figée, c'est la nation qui
mord.

Un poème de Adnane Benchakroun



NUMÉRO HORS-SÉRIE

WWW.LODJ.MA/MAGAZINE

MAG

SPÉCIAL STRESS HYDRIQUE

**ZOOM SUR LES MESURES
POUR SURMONTER
LE STRESS HYDRIQUE
CONFÉRENCE DÉBAT
AVEC NIZAR BARAKA**

**LA GUERRE
CONTRE LE STRESS
HYDRIQUE,
QUI GAGNERA ?**



SCAN ME!

**LA VISION
MAROCAINE POUR
UN DÉVELOPPEMENT
DURABLE**

À L'OCCASION DE LA 2E ÉDITION DU WATER FUTURE FORUM 2024

STRESS HYDRIQUE

"UN DÉFI ÉCONOMIQUE & UNE OPPORTUNITÉ D'INNOVATION"

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK !
VERSION NON-COMMERCIALE



www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME